



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
BRIANCE • COMBADE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
Compte-rendu du 06 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le six novembre à dix-huit heures, le CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRIANCE-COMBADE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la salle Jane Limousin sous la Présidence de M. Yves LE GOUFFE, Président.

Date de convocation des membres du Conseil : 20 octobre 2023

Nombre de membres en exercice : 25

Nombre de membres votants : 18

Etaient présents (18) :BOURLIATAUD Isabelle, CHANGION Daniel, COUEGNAS David, DAUDE Dominique, DEBLOIS Marie-Noëlle, DIDIERRE Jean-Gérard, FORESTIER Joël, FOUR Franck, JEANDILLOU Corinne, LAFARGE Monique, LAUBARY Dominique, LEGOUFFE Yves, MATINAUD Gilles, RAIGNE Philippe, RIVET Françoise, SAUTOUR Jean-Claude, SERRUT Valérie, WAMPACH Joe.

Pouvoirs ( 3 ) : DE CUYPER Micheline à LAFARGE Monique, LAFARGE Didier à FOUR Franck, MONZAUGE Christian à BOURLIATAUD Isabelle.

Absents excusés ( 4 ) : DE CUYPER Micheline, LAFARGE Didier, MONZAUGE Christian, LAVAUD Henri.

Absents ( 3 ) : BLANQUET Géraldine, BROUSSE Didier, LEYGNAC Roland,

**A l'ordre du jour :**

**Point 1 : Désignation de secrétaires de séance : en séance.**

**Point 2 : Approbation CR du 18 septembre 2023 : voir annexe.**

**Point 3- Décision modificative sur le budget annexe SPAC afin de faire face aux annulations sur exercices antérieurs.**

**Point 4- Délibération d'autorisation d'emprunt pour le financement du projet conduite eau sur la Croisille : voir annexe.**

**Point 5- Reconduction de la convention relative à la gestion de la plateforme territoriale de la rénovation énergétique "Nov Habitat 87" pour l'année 2024.**

Le conseil débute à 18h10

Avant d'aborder l'ordre du jour, le changement d'horaire du Conseil communautaire 18h au lieu de 19h, est abordé . Il ne fait pas l'unanimité auprès des élus, qui rencontrent des difficultés d'organisation. La demande de revenir sur l'ancien horaire pour les futurs Conseils a été évoquée.

Le Président décide que le nouvel horaire sera à 18h30.

Avant de commencer, le Président souligne que c'est le premier Conseil communautaire du nouveau DGS, Nacereddine BELILI . Il annonce également une petite nouveauté à savoir que dorénavant Françoise BASTIER assistera Monsieur BELILI à chaque Conseil ; son rôle sera de relever les présences, absences et les pouvoirs des élus, ainsi que de réaliser la retranscription des conseils et des échanges avec l'appui de Nacereddine.

Le Président tient à souligner qu'une nouvelle organisation se met en place au sein du service administratif de la Communauté de communes, qu'au niveau RH, le service est toujours à flux tendu.

Monsieur le Président annonce le départ de Cédric BANLIARD (responsable du service eau et assainissement), il cessera son activité le 31 décembre 2023, ce qui crée un peu d'inquiétude.

Le recrutement d'une autre personne risque d'être compliqué, car c'est un poste très sensible, très recherché et prisé. L'annonce d'emploi est déjà postée.

### **Point 1 : Désignation des secrétaires de séance :**

Mme Monique LAFARGE et M. Dominique DAUDE sont nommés à l'unanimité

### **Point 2 : Adoption du CR du 18 septembre 2023**

Le compte-rendu a été adopté à l'unanimité.

### **Point 3 : Décision modificative sur le budget annexe SPAC afin de faire face aux annulations sur exercices antérieurs**

Monsieur le Président propose la Décision Modificative suivante sur le budget annexe SPAC afin de faire face aux annulations sur exercices antérieurs (en lien avec des erreurs et des dégrèvements de facturation):

En virement de crédit,

Dépense ouverte en DF chapitre 67 Charges exceptionnelles article 673 Titres annulés sur exercices antérieurs : + 500 €

Dépense réduite en DF chapitre 011 Charges à caractère général article 6237 Publications: - 500 €

**Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :**

- **D'ADOPTER** la décision modificative ci-dessus du budget annexe SPAC

### **Point 4 : Délibération d'autorisation d'emprunt pour le financement du projet conduite eau sur la Croisille : voir annexe**

Les travaux de renouvellement de conduites – commune de La Croisille sur Briançonnais, confiés à l'entreprise SADE, sont en cours d'achèvement.

Pour mémoire, ce projet a bénéficié de trois subventions : Etat, Conseil départemental et l'agence de l'eau. Pour boucler le financement, il a été acté le principe de recourir à l'emprunt.

M. Le Président rappelle que le budget eau potable de la Communauté de Communes a été voté à l'unanimité le 3 avril 2023 par délibération n° 2023-31 et que les opérations d'investissement comprenaient un financement par l'emprunt de 200 000 €.

M. Le Président a sollicité plusieurs organismes bancaires dont les principales caractéristiques des offres ont été présentés lors du conseil communautaire du 18 septembre 2023 qui a décidé à l'unanimité de retenir la proposition Aqua-prêt de la banque des territoires d'un montant de prêt de 200 000€.

Après examen du plan de financement définitif ci-après, le besoin de l'emprunt a été recalculé à 195 352€,

Le plan de financement est le suivant :

Emplois	Montant HT	Ressources	Montant HT
Acquisition foncière		Autofinancement	0,09
Travaux		Subventions	
Etudes (MOA/MOE)		Dont Etat (DETR)	82582,74
Autres		Dont Département	41291,37
		Dont Agence de l'eau	93687,5
		Besoin d'emprunt	<b>195352</b>
		Prêt Banque des Territoires	
		Autres Prêts	
<b>Coût total du projet</b>	<b>412913,7 €</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>412913,7 €</b>

Pour le financement de cette opération, Monsieur le Président est invité à réaliser auprès de la Caisse des dépôts et consignations un Contrat de Prêt composé d'une Ligne du Prêt pour un montant total de 195 352 € et dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

**Ligne du Prêt 1**

**Ligne du Prêt : PSPL (Aqua-Prêt)**

**Montant : 195 352 euros**

**Durée d'amortissement : 25 ans**

**Périodicité des échéances : Trimestrielle**

**Index : Livret A**

**Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du LA en vigueur à la date d'effet du contrat + 0,40%**

**Révisabilité du taux d'intérêt à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du LA**

**Amortissement : Amortissements prioritaires**

**Absence de mobilisation de la totalité du montant du Prêt : autorisée moyennant le paiement d'une pénalité de dédit de 1% calculée sur le montant non mobilisé à l'issue de la phase de mobilisation**

**Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle**

**Typologie Gissler : 1A**

**Commission d'instruction : 0.06 % (6 points de base) du montant du prêt**

**Le conseil communautaire, après avoir délibéré, décide, à l'unanimité :**

- **D'AUTORISER** son Président à signer seul le Contrat de Prêt réglant les conditions de ce Contrat et la ou les demande(s) de réalisation de fonds
- **D'AUTORISER** le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier

Concernant les travaux en cours eau potable sur la Croisille confié à l'entreprise SADE, David COUEGNAS précise que les travaux se sont bien passés, mais des raccordements reste à faire, travaux qui ont pris un peu de retard au vu de la météo.

**Point 5 : Reconduction de la convention relative à la gestion de la plateforme territoriale de la rénovation énergétique "Nov Habitat 87" pour l'année 2024**

M. le Président, expose :

Vu la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et instituant le service public de la performance énergétique de l'habitat;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu les dispositions du Code de l'énergie, et notamment les articles L.232-1 et L.232-2 ;

Vu l'article L.222-2 du Code de l'environnement, relatif aux Programmes régionaux pour l'efficacité énergétique ;

Vu la délibération n° 2020.1049.SP du Conseil régional du 29 mai 2020 relative au Programme régional pour l'efficacité énergétique Nouvelle-Aquitaine (PREE) ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) adopté en séance plénière du Conseil Régional le 16 décembre 2019 et approuvé par la Préfète de Région Nouvelle-Aquitaine le 27 mars 2020 ;

Vu la délibération n° 2020.1133.SP du Conseil régional du 3 juillet 2020 relative au Programme Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique (SARE) ;

Vu la délibération n° 2022 - 80 du 07 novembre 2022 approuvant la poursuite de l'engagement de la Communauté de communes dans le cadre du financement du service public d'accompagnement des ménages à la rénovation énergétique et le principe d'un portage partenarial de la plateforme de la rénovation énergétique « Nov Habitat 87 » du 1er janvier au 31 décembre 2023 ;

Vu la délibération n° 2022-63 du 19 octobre 2023 du SEHV approuvant le renouvellement de l'engagement du SEHV et le conventionnement relatif à la gestion de la plateforme de la rénovation énergétique de l'habitat Nov Habitat 87 avec le Département de la Haute-Vienne et les EPCI à fiscalité propre qui manifesteront intérêt pour la durée de fonctionnement de la plateforme entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2024 ;

Vu la convention de partenariat relative à la gestion de la plateforme territoriale de la rénovation énergétique de l'habitat et du petit tertiaire privé « Nov Habitat 87 » signée par le SEHV, le Conseil Départemental et les 12 Communautés de communes en date du 28 décembre 2021, pour la durée de fonctionnement de la plateforme entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022;

Vu la convention de partenariat relative à la gestion de la plateforme territoriale de la rénovation énergétique de l'habitat « Nov habitat 87 » signée par le SEHV, le Conseil Départemental et les 12 Communautés de communes en date du 21 décembre 2022, pour la durée de fonctionnement de la plateforme entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023 ;

Vu l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) de la Région Nouvelle-Aquitaine pour le financement des plateformes de la rénovation énergétique dans le cadre du réseau France Rénov' Nouvelle-Aquitaine pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2024 ;

Considérant les objectifs nationaux de 500 000 rénovations énergétiques de logements par an, ainsi que la rénovation énergétique de tous les logements dits « passoires thermiques » (classes D et E du DPE) d'ici 2025 fixés par le Plan national de rénovation énergétique des bâtiments présenté le 26 avril 2018 ;

Considérant les objectifs régionaux de rénovation de 120 000 logement dits « passoires thermiques » par an, et de réduction de gaz à effet de serre et de consommation énergétique sur la période 2030-2050 fixés par le SRADDET ;

Considérant l'engagement des EPCI et du SEHV, via la Convention des Territoires pour le climat, l'air et l'énergie en Haute-Vienne, à ce que les objectifs et orientations du territoire conduisent à une réduction globale des consommations énergétiques de 44% à l'horizon 2050 par rapport à 2015 ;

Considérant la dynamique partenariale initiée en 2022 avec la création de la plateforme territoriale de la rénovation énergétique Nov Habitat 87 ;

M. le Président informe que :

Lancée dès le 1er janvier 2022, la plateforme territoriale de la rénovation énergétique de l'habitat Nov Habitat 87 a permis aux habitants du territoire de bénéficier d'un service public coordonné en matière de rénovation énergétique, au sein d'un guichet unique.

Au 15 octobre 2023 et depuis son lancement, elle avait enregistré un nombre global de 4700 contacts dont près de 580 rendez-vous individuels (dans les locaux ou en permanence territorialisée) et 100 déplacements chez des particuliers. Depuis son lancement en mars 2022, le site internet ([www.novhabitat87.fr/](http://www.novhabitat87.fr/)) a été visité 7200 fois et une permanence est assurée sur l'ensemble des Communautés de communes haut-viennoises une fois par mois.

Les ménages ayant contacté Nov Habitat 87 sont pour 88% des propriétaires occupants et 11% des bailleurs (les 1% restants étant principalement des locataires et copropriétés). Sur la base des niveaux de ressource de l'Anah, ils sont majoritairement très modestes (44%) ou modestes (18%).

Il est à noter que les indicateurs évaluant la satisfaction du service de conseil apporté par Nov Habitat 87 se situent autour de 3,8/4.

En sus des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, le contexte actuel d'inflation des dépenses énergétiques souligne avec acuité combien les enjeux de rénovation énergétique et de lutte contre les passoires thermiques nécessitent un conseil et une orientation adaptée et fiable des ménages.

Les missions assurées par Nov Habitat 87 s'inscrivent par ailleurs dans la dynamique initiée avec le Plan Départemental de l'Habitat qui ambitionne, pour la période 2023-2027, d'accompagner la rénovation de 1500 logements à l'échelle haut-viennoise, dont 755 projets de travaux "Ma Prime Rénov Sérénité" (gain minimal de 35%).

Ainsi, la mission de conseil et d'orientation des ménages vers les aides à l'assistance à maîtrise d'ouvrage et aux travaux assurée par Nov Habitat 87 pour ce qui concerne les opérations d'amélioration des performances énergétiques des propriétaires occupants aux revenus modestes et très modestes sera pleinement mobilisée.

Considérant que la plateforme Nov Habitat 87 a été constituée en 2022 en réponse à un AMI régional d'une durée d'un an, déjà renouvelé en 2023, il est désormais nécessaire d'assurer la continuité partenariale de la plateforme en candidatant à l'AMI initié par la Région Nouvelle-Aquitaine pour l'année 2024.

À l'instar de 2022 et 2023, et conformément au périmètre défini dans le cadre de l'AMI pour 2024, le portage de la plateforme doit répondre aux principes d'une gouvernance intégrant activement les Communautés de communes, et d'un autofinancement public local correspondant à minima à 20% du plafond des aides.

Ainsi, dans la continuité de la structuration partenariale co-construite en 2022, il est proposé que le portage de la plateforme soit confié au SEHV qui en assurera à ce titre la gestion juridique, financière et administrative, conformément aux termes de la convention figurant en annexe du présent rapport. Le Conseil Départemental de la Haute-Vienne, et les Communautés de communes assureront quant à eux un co-portage de la plateforme aux côtés du SEHV.

Sous réserve que la candidature de Nov Habitat 87 soit retenue dans le cadre de l'AMI pour l'année 2024, la plateforme réaliserait en 2024 les missions suivantes :

- assurer les actes liés à l'information, au conseil, à l'accompagnement des ménages et copropriétés pour rénover les logements individuels (actes A1 du SARE) ;
- apporter un conseil personnalisé aux ménages pour définir leurs besoins et baliser le parcours de rénovation (actes A2 du SARE) ;

- accompagner les ménages dans leurs travaux de rénovation globale en phase amont du chantier (actes A4 du SARE) ;
- mettre en œuvre un programme de sensibilisation, de communication et d'animation des ménages, des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux (actes C1 et C3 du SARE) ;

Dans la continuité des actions conduites en 2022 et 2023 au plus près des usagers, des permanences seront organisées en territoires, de sorte à garantir un lien de proximité de la plateforme.

Dans le cadre du dépôt du dossier de candidature à l'AMI, les partenaires de la convention s'engagent à financer le coût de fonctionnement de la plateforme pour 2024, justifié par le SEHV, et ce y compris en cas de déficit et selon la clé de répartition suivante (entendue pour la part d'autofinancement assurée par les co-porteurs) :

- 25% : SEHV ;
- 25% : Département de la Haute-Vienne ;
- 50% : Communautés de communes.

Il est entendu que le financement des Communautés de communes est réparti au prorata de la population de chaque Communauté de communes.

**La participation de la Communauté de communes Briance Combade est d'environ 691,57€, prélevé en 2024, et éventuellement soumis à régularisation en 2025 suivant l'atteinte ou non des objectifs en termes d'actes par rapport aux dépenses effectives. Le montant prévisionnel amène à environ 0,13€/habitant.**

Les partenaires de la convention s'engagent également à :

- participer au comité de pilotage réuni a minima deux fois dans l'année ;
- participer au comité d'orientation stratégique, selon la composition présentée dans la convention : 2 représentants du Département de la Haute-Vienne, 2 représentants du SEHV et 2 représentants des Communautés de communes ;
- être un relais d'information pour la plateforme (site internet, bulletins d'information, réunions, évènements...) ;
- mobiliser des acteurs permettant d'orienter les administrés vers les conseillers de la rénovation énergétique ;
- mettre à disposition des salles d'accueil temporaire et des moyens techniques pour assurer un bon accueil des usagers dans les territoires ;
- co-organiser le cas échéant des évènements pour la rénovation énergétique.

M. le Président laisse la parole à M. Jean-Claude SAUTOUR qui refait un point sur Nov'Habitat, à savoir que c'est une plateforme d'aide et de conseil. Les conseillers-techniciens apportent leur aide gratuitement et de manière neutre à définir le projet de chaque usager et les oriente vers les organismes et dispositifs les mieux adaptés au besoin de chacun.

Plusieurs sortes d'aide peuvent être proposées :

- MaPrimeRénov, CEE, MaPrimeRénov 'sérénité (subventions directes des travaux)
- Forfait audit de MaPrimeRénov, Plan Départemental de l'Habitat, OPAH.... (aide à la réalisation d'audits)
- TVA à taux réduit, Loc'Avantages, Denormandie... (Fiscalité avantageuse)
- Éco-PTZ, Prêt Avance Rénovation...(Prêts à taux très bas)

L'aide varie suivant le profil de l'utilisateur (propriétaire occupant bailleur,....), les revenus, le type de travaux à réaliser (rénovation globale ou partiel), et la zone géographique où se trouve le logement (secteur OPAH, ORT, .....

M. le Président rappelle que c'était une demande des élus de vouloir créer ce dispositif, que c'est un besoin qui existe réellement.

M. Jean-Gérard DIDIERRE pense que c'est L'ANAH qui devrait récupérer ce dispositif.

M. Jean-Claude précise que si la convention n'est pas résignée, ce sont des sociétés privées qui risquent récupérer la compétence.

C'est un service pas pérenne, d'où l'obligation de voter tous les ans, pour la continuité de l'engagement.

M. Dominique DAUDE ne comprend pas la fonctionnalité de cette aide, car il faut envisager une rénovation globale pour avoir les subventions, mais des foyers à revenus modestes qui ne peuvent qu'effectuer leur travaux coup par coup, ne peuvent pas des mêmes aides.

M. Daniel CHANGION que cela peut être la porte ouverte à des sociétés peu scrupuleuses, pour percevoir les aides.

**Le conseil communautaire, après avoir délibéré, décide, à la majorité (1 opposition : M. Joe WAMPACH) :**

- **D'APPROUVER** l'engagement de la Communauté de communes et les modalités partenariales de gestion de la plateforme territoriale de la rénovation énergétique Nov Habitat 87 pour l'année 2024 ainsi que le projet de convention afférente (annexé au présent rapport) ;
- **D'AUTORISER** Monsieur Le Président de la Communauté de communes à signer ladite convention avec le Syndicat Énergies Haute-Vienne, le Conseil Départemental de la Haute-Vienne et les Communautés de communes de la Haute-Vienne ;
- **D'AUTORISER** Monsieur Le Président de la Communauté de communes à signer les éventuels avenants à la convention, actes et contrats afférents à ce projet ainsi que tout autre document en lien direct qui s'avérerait nécessaire à l'exécution de la présente décision, et au fonctionnement de la plateforme Nov Habitat 87 pour l'année 2024, sous réserve que le dossier de candidature déposé au titre de l'AMI précité soit retenu par la Région Nouvelle-Aquitaine.

**Point 6 : Questions diverses :**

Les points de l'ordre du jour sont terminés, Monsieur le Président demande si quelqu'un a des questions.

- M. Joël FORESTIER dit vouloir faire un point sur le CIMD (Conservatoire Intercommunal de Musique et de Danse), en rappelant que la commune de BONNAC-LA-CÔTE s'est retirée du syndicat, et que la commune de SAINT-JUST-LE-MARTEL demande à se retirer elle aussi.

Ce retrait aura une incidence sur les communes et les Communautés de communes qui adhèrent au CIMD, pour exemple : notre communauté de communes paie 16 391€ avec l'adhésion de SAINT-JUST-LE-MARTEL, mais si celle-ci se retire, nous devons payer environ 18 045€. Si des communes se retirent, les coûts se répercuteront sur les autres communes restantes.

Au-delà de l'aspect financier, c'est aussi la pérennité du CIMD qui est en jeu.

M. le Président rajoute que si une autre grande commune comme BOISSEUIL ou FEYTIAT se retirait, le CIMD serait vraiment « mis à mal ».

Pour l'instant le syndicat a voté contre le retrait SAINT-JUST-LE-MARTEL, M. Joël FORESTIER ne connaît pas le motif de cette commune pour se retirer,

M. Joe WAMPACH trouve que l'on peut toujours remettre en cause les montants des adhésions mais que l'on doit s'acquitter de ses factures.

M. le Président précise que la Communauté de communes Briance-Combade devra se positionner dans les trois mois à réception du courrier sur le retrait de SAINT-JUST-LE-MARTEL,

M. le Président informe que la cour des comptes demande à la Communauté de communes Briance-Combade des commentaires sur les écrits du retrait de BONNAC-LA-CÔTE.

- M. Joël FORESTIER souhaite aborder un deuxième point sur la « zone d'accélération des énergies renouvelables », il veut savoir le nombre d'hectares qu'il faut apporter.

M. Joe WAMPACH précise que ce n'est pas une obligation.

M. Jean-Gérard DIDIERRE serait favorable à une réunion avec les communes qui sont intéressées par le dispositif. Pour lui, attendre et ne rien faire, est la pire des solutions.

Françoise RIVET demande si nous avons une liste de référents déontologue, dans la Haute-Vienne.

D'après le Président la réponse est non.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h14